



**AVIS D'APPEL DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°000001/AONO/J/CRPM/2026 du lundi, 16 mars 2026 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR
L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU DE LA DELEGATION REGIONALE DE
L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU CENTRE.**

1. Objet de l'appel d'offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public de la République du Cameroun pour l'Exercice **2025**, **Le Gouverneur de la Région du Centre**, Autorité contractante, lance pour le compte du Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Maître d'Ouvrage, un Appel d'Offres National Ouvert (AONO) en procédure d'urgence POUR L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU DE LA DELEGATION REGIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU CENTRE à YAOUNDE.

2. Consistance des travaux

Les travaux objet du présent Appel d'Offres comprennent principalement les fournitures de mobiliers suivante :

N°	Désignation du projet	Quantité	Montant Prévisionnel en FCFA
1	CHAISE VISITEUR 8009D ORANGE	12	20 000 000
2	FAUTEUIL EN TISSU SUR ROULETTES	4	
3	FAUTEUIL DIRECTEUR CHICAGO EN CUIR (CONFORT HOUSE)	1	
4	TABLE DE BUREAU NAGU 1.6M/MODEL 1019	4	
5	TABLE DE CONFERENCE EN BOIS RECTANGULAIRE (CONFORT HOUSE)	1	
6	CHAISE DE RECEPTION	6	
7	CHAISES EN TISSU FIXES METAL DOREE VIP(CONFORT HOUSE	40	

Les détails desdits travaux sont contenus dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le Devis Estimatif et Quantitatif, parties intégrantes du présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO).

3. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est d'**un (01) mois**, soit trente jours (30) jours calendaires à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

4. Cout prévisionnel

Le montant prévisionnel des travaux est de **vingt millions (20 000 000) Francs CFA**.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à conditions égalitaires, à toutes les entreprises de droit camerounais reconnues pour leur expertise avérée et justifiant des capacités techniques et financières pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres.

La constitution des entreprises en groupement ou la sous-traitance est autorisée conformément à la réglementation en vigueur.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,, Exercice budgétaire **2026**, imputation budgétaire :

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est : *en ligne*

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission timbrée établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce n°15 du Dossier d'Appel d'Offres, d'un montant de **cent mille (100 000) francs CFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres, soit cent-vingt (120) jours, ainsi que la quittance de la CDCE.

9. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Gouverneur de la Région du Centre **porte 107** aux heures ouvrables dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

10. Présentation des offres :

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous simple enveloppe :

- 1- L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;
- 2- L'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- 3- L'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la porte 107 des services du Gouverneur de la Région du Centre dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de vingt-cinq mille (25 000) Francs CFA, payable au Trésor Public. Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **mardi, 14 avril 2026 à 12 heures précises**. Une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », au plus tard le **mardi, 14 avril 2026 à 14 heures précises** en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

**“AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°000001/AONO/J/CRPM/2026 DU lundi, 16 mars 2026
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU DE LA
DELEGATION REGIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU
CENTRE.**

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT”

Taille et format des fichiers pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes : • 5 MO pour l'Offre Administrative ; • 15 MO pour l'Offre Technique ; • 5 MO pour l'Offre Financière. Les formats acceptés sont les suivants : • Format PDF pour les documents textuels ; • JPEG pour les images. Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu **le mardi, 14 avril 2026 2026 à 15 heures** précises par la Commission Régionale de Passation des Marchés (CRPM) dans la salle de réunion des Services du Gouverneur de la Région du centre à YAOUNDE.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

1.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont :

- absence du cautionnement de soumission et de la quittance CDEC à l'ouverture des plis ;
- non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis,
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- non-respect du format de fichier des offres ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- non satisfaction d'au moins 75 % des critères essentiels ;

- absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

1.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires portent sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange et personnel technique) ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières) ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- la méthodologie.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre-Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la porte 107 des Services du Gouverneur de la Région du Centre ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

YAOUNDE le _____

Amplifications:

- MINMAP(ATCR)
- ARMP
- DRMINEFOP-CE
- SOPECAM
- CHRONO
- ARCHIVES
- DISPLAY

LE GOUVERNEUR DE REGION DU CENTRE
(AUTORITE CONTRACTANTE)



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
REGION DU CENTRE
SERVICES DU GOUVERNEUR
COMMISSION REGIONALE
DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS DU
CENTRE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
CENTRE REGION
GOVERNOR'S OFFICE
REGIONAL TENDER BOARD PUBLICS
CONTRACT OF CENTRE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER FILE N°. 000001/AONO/J/CRPM/2026 OF
MONDAY, 16 MARCH 2026, UNDER EMERGENCY PROCEDURE FOR THE ACQUISITION OF
OFFICE FURNITURE FOR THE REGIONAL DELEGATION OF EMPLOYMENT AND
VOCATIONAL TRAINING OF THE CENTRE REGION.

1. Purpose of the Invitation to Tender
Within the framework of the implementation of the Public Investment Budget of the Republic of Cameroon
for the 2025 financial year, the Governor of the Centre Region, Contracting Authority, hereby launches
on behalf of the Minister of Employment and Vocational Training, Project Owner, an Open National
Invitation to Tender (ONIT) under emergency procedure for the acquisition of office furniture for the
Regional Delegation of Employment and Vocational Training of the Centre Region in Yaoundé.

2. Scope of the Works
The works covered by this Invitation to Tender mainly include the supply of the following furniture:

N°	Project Description	Quantity	Estimated Amount (CFAF)
1	Visitor Chair 8009D – Orange	12	20 000 000
2	Fabric Office Chair with Castors	4	
3	Chicago Leather Executive Chair (Comfort House)	1	
4	Office Desk NAGU 1.6m – Model 1019	4	
5	Rectangular Wooden Conference Table (Comfort House)	1	
6	Reception Chairs	6	
7	VIP Fixed Fabric Chairs with Gold Metal Frame (Comfort House)	40	

2. Scope of the Works
The details of the said works are contained in the Special Technical Specifications (STS) and in the
Quantitative and Cost Estimate, which form integral parts of this Tender File.

3. Estimated Execution Time
The maximum period provided for the execution of the works under this Invitation to Tender is one (01)
month, i.e. thirty (30) calendar days, from the date of notification of the service order to commence the
works.

4. Estimated Cost
The estimated amount of the works is twenty million (20,000,000) CFA francs.

5. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open, under equal conditions, to all Cameroonian law companies
recognized for their proven expertise and having the technical and financial capacity required to carry out the
works forming the subject of this Invitation to Tender.
The formation of joint ventures (consortiums) or subcontracting is permitted in accordance with the
regulations in force.

6. Financing
The works forming the subject of this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Employment and Vocational Training, 2026 financial year, budget line:

7. Submission Method

The submission method selected for this consultation is: **online submission.**

8. Bid Bond

Each bidder must include in the administrative documents a **bid bond**, stamped and issued by a **first-class bank approved by the Minister in charge of Finance**, whose list appears in Document No. 15 of the Tender File, in the amount of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**, valid for **thirty (30) days** beyond the **expiry date of the bids**, i.e. **one hundred and twenty (120) days**, as well as the **CDCE receipt**.

9. Consultation of the Tender File

The physical tender file may be consulted **free of charge** during working hours at **Room 107 of the Services of the Governor of the Centre Region**, upon publication of this notice.

It may also be consulted **online on the COLEPS platform** at the following addresses:

<http://www.marchespublics.cm>
<http://www.publiccontracts.cm>

or on the website of the **Public Contracts Regulatory Agency (ARMP)**: www.arpmp.cm.

10. Presentation of Bids

The documents constituting the bid shall be divided into the following three volumes and placed in separate envelopes:

1. **Envelope A:** Administrative documents (Volume 1);

2. **Envelope B:** Technical offer (Volume 2);

3. **Envelope C:** Financial offer (Volume 3).

All the documents constituting the bids (Envelopes A, B and C) shall be placed in a **large sealed outer envelope** bearing only the reference of the Invitation to Tender concerned.

The various documents of each bid shall be **numbered according to the order of the Tender File** and separated by **dividers of the same colour other than white**.

11. Acquisition of the Tender File

The physical version of the Tender File may be obtained at **Room 107 of the Services of the Governor of the Centre Region**, upon publication of this notice, against payment of a **non-refundable sum of twenty-five thousand (25,000) CFA francs** representing the purchase cost of the Tender File, payable to the **Public Treasury**.

The electronic version of the Tender File may also be downloaded **free of charge** from the addresses mentioned above. However, submission of bids, whether **physical or electronic**, is subject to payment of the **Tender File purchase fee**.

12. Submission of Bids

For **online submission**, the bid must be transmitted by the bidder on the **COLEPS platform** no later than **Tuesday, 14 April 2026 at 12:00 noon sharp**.

A **backup copy of the bid**, recorded on a **USB key or CD/DVD**, must be submitted in a sealed envelope clearly marked **"Backup Copy"** no later than **Tuesday, 14 April 2026 at 2:00 p.m. sharp**, in addition to the following mention within the required time limit:

"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 000001/AONO/J/CRPM/2026 OF MONDAY, 16 MARCH 2026, UNDER EMERGENCY PROCEDURE FOR THE ACQUISITION OF OFFICE FURNITURE FOR THE REGIONAL DELEGATION OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING OF THE CENTRE REGION.

TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION."

For **online submission**, the maximum sizes of the files to be transmitted on the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for textual documents;
- JPEG format for images.

Bidders are advised to use **file compression software** if necessary to reduce the size of files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

Any bid that does not comply with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible.

In particular, the absence of the bid bond issued by a financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees in public procurement matters, or failure to comply with the models of the Tender File documents, shall lead to the outright rejection of the bid without any appeal.

A bid bond submitted but not related to the concerned consultation shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall take place in a single phase and will be held on Tuesday, 14 April 2026 at 3:00 p.m. sharp by the Regional Tenders Board (CRPM) in the meeting room of the Services of the Governor of the Centre Region in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by one duly mandated person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the administrative documents required must be produced in originals or certified true copies issued by the competent authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or established after the date of signature of the Invitation to Tender Notice.

In case of absence or non-compliance of an administrative document at the time of the opening of bids, the bidder shall have 48 hours granted by the Commission to provide it; otherwise, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Elimination Criteria

The eliminatory criteria are:

- absence of the bid bond and the CDEC receipt at the opening of bids;
- failure to produce, within 48 hours after the opening of bids, an administrative document declared non-compliant or missing;
- false declarations, fraudulent practices, or forged documents;
- non-compliance with the required file format of bids;
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- failure to satisfy at least 75% of the essential criteria;
- absence of a component of the financial offer (bid form, Unit Price Schedule (BPU), Quantitative and Cost Estimate (DQE)).

15.2 Essential Criteria

The essential criteria for the qualification of bidders relate to:

- presentation of the bid;
- references of the bidder;
- after-sales service (availability of spare parts and technical staff);
- financial capacity (access to a line of credit or other financial resources);
- qualification and experience of personnel;
- methodology.

16. Award

The Delegated Project Owner shall award the Letter-Order to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest responsive bid, including, where applicable, any discounts offered.

17. Validity of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

18. Additional Information

Additional information may be obtained during working hours at Room 107 of the Services of the Governor of the Centre Region, or online via the COLEPS platform at:

<http://www.marchespublics.cm>

<http://www.publiccontracts.cm>

19. Fight Against Corruption and Malpractice

For any denunciation of corruption practices or malpractice, please contact CONAC at 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) by SMS or phone at:

• (+237) 673 20 57 25

• (+237) 699 37 07 48

Amplifications:

-MINMAP(ATCR)

-ARMF

-DRMINFOP-CE

-SOPCAM

-CHRONO

-ARCHIVES

-DISPLAY

